

La jeunesse et ses révoltes incessantes

Djilali SARI*

La démographie est demeurée le parent pauvre des études alors que les tranches d'âge prioritaires, celles devant être prises en charge en vue d'une réelle et prompt insertion tant socio-économique que citoyenne, n'ont cessé de se révolter *crescendo* dès les débuts des années 80, soit à un tournant déterminé de l'évolution post-indépendance...

Du reste, sur le double plan, théorique et international, la position algérienne s'est singularisée lors de la Conférence de Bucarest (1974) à travers une formule creuse, très vite démentie par les faits : « le développement est la meilleure pilule », alors que deux phénomènes majeurs devaient inciter les décideurs à se raviser : **la juvénalisation de la population et la dépendance trop étroite de l'économie nationale d'une mono-exportation**, des hydrocarbures, au demeurant elle-même étroitement liée aux fluctuations incessantes des cours du brut.

S'agissant du premier phénomène, la juvénalisation est la résultante de facteurs convergents : des politiques de population favorables au demeurant soutenues sans cesse par le discours politique nataliste durant les années 1970, en parallèle avec le baby boom de l'après-guerre de Libération nationale (1962). N'a-t-on pas observé alors des taux de natalité parmi les plus élevés dans le monde ... ?

Autant de données dont il aurait fallu tenir compte et s'attendre inévitablement à **l'émergence sociale de la jeunesse**. Rapidement **d'une deuxième Algérie...** au terme de deux décennies consécutives seulement, compte tenu du doublement des effectifs de 1962 à 1982. D'une **Algérie juvénile** se révélant brusquement par des émeutes *crescendo*, précisément dès les débuts des années 1980, prémonition des violences multiformes des années 1990. Plus que jamais durant ces dernières années, des **révoltes juvéniles** au rythme effréné tendent à se multiplier un peu partout...

Assurément des phénomènes auxquels il convient de prêter toute l'attention voulue afin d'en cerner objectivement les causes, toutes les causes dans leur contexte, tant local, régional que national, d'autant que

* Géographe, professeur à l'université d'Alger.

les déchirures sociales provoquées par la décennie écoulée ne sont pas encore cicatrisées.

Aussi proposons-nous d'examiner les points suivants :

- la juvénalisation de la population.
- des émeutes *crescendo* aux révoltes symptomatiques croissantes.

I. La juvénalisation de la population

Tout en amorçant résolument la deuxième phase de transition démographique, le pays du baby-boom de l'après - indépendance se rajeunit davantage en raison de l'accroissement des **tranches d'âges concernées**, précisément celles de jeunes en quête de besoin aussi impérieux que croissants.

Une situation fort complexe dont les implications n'ont pas été appréciées à leur juste valeur faute notamment d'études approfondies entreprises à temps et devant mettre en évidence l'ampleur des investissements à mobiliser sans relâche dans l'espace et dans le temps.

1. Un groupe d'âge peu étudié

Bien que les analyses ne manquent pas, elles n'ont abordé dans leur grande majorité que les aspects en rapport avec les préoccupations majeures des années 1970, soit les priorités d'alors, celles avant tout d'enseignement et de formation, et dans certains cas très rares, la préoccupation essentielle propre au promoteur...Du reste, les données succinctes suivantes en donnent un aperçu général :

C'est ainsi que sur un total d'environ 1 100 thèses soutenues en France sur l'Algérie, de 1973 à 1987, dans toutes les disciplines des sciences humaines et sociales et recensées par l'IREMAM (Institut de Recherche sur le Monde Arabe et Musulman), près d'une centaine sont consacrées à des questions touchant la jeunesse de près ou de loin (CNRS, 1989 : 10). En fait, ce sont des études de psychologie et des sciences de l'éducation qui dominent largement.

Par ailleurs, la majorité, soit près des deux tiers (60 %), est consacrée à des questions liées au scolaire : système scolaire, bilinguisme, formation, algérianisation de l'encadrement, adaptation et sélection scolaire. Quant à la deuxième thématique dominante des recherches, elle est centrée sur l'anomie sociale des jeunes et des adolescents : délinquance juvénile, enfance abandonnée, mère célibataire.

Enfin, moins d'une dizaine de recherches concernent le problème de l'identité de l'adolescent(e), pour la plupart dans une optique psychologique. Le reste des sujets se partage sur des thèmes aussi divers

que le mouvement étudiant et le volontariat, le mariage de la jeune fille, etc. De très grandes disproportions et de graves lacunes !

En conséquence, jusqu'à ces dernières années, aucune recherche n'a abordé la question de la jeunesse en Algérie dans **une problématique de définition scientifique** (K Rabbo, 1995 : 17), en vue de questionnement sur le rôle réel de l'Etat et son système scolaire dans sa formation en particulier. Il en va de même aussi du rôle de la gent féminine à la lumière d'une indéniable émergence socio- économique et culturelle des recluses traditionnelles, alors que les programmes impulsés par les pouvoirs publics se réduisent à des « enquêtes- sondages » sur des questions jugées prioritaires. En fait, il s'agit d'interrogations de l'ordre du conjoncturel devant répondre à « l'urgence ». D'autant que celle-ci a revêtu une tout autre forme à la suite des retombées brutales et durables consécutives au deuxième choc pétrolier (1986), soit précisément durant les années ayant précédé et annoncé le cataclysme des années 1990 en conjuguant inexorablement les effets du PAS (Programme d'Ajustement Structurel) avec ceux d'une violence multiforme.

De surcroît, le cataclysme qui s'est soldé dramatiquement par l'élimination physique des représentants authentiques de l'intelligentsia, ceux dont les œuvres et recherches focalisaient l'attention sur le tournant crucial d'alors, à l'instar notamment du sociologue M'hammed Boukhobza, du brillant professeur en psychiatrie Mohamed Boucebcı, et son confrère l'illustre pédiatre Djilali Belkhenchir, l'économiste Djilali Liabes, et d'autres éminents condisciples parallèlement à l'expatriation de nombreux cadres et managers appartenant à des secteurs vitaux de l'activité économique et scientifique...

En définitive, des problèmes de fond qui auraient dû mobiliser toutes les énergies et faire l'objet de multiples investigations afin d'agir en conséquence et à temps au cours de cette phase cruciale de la double transition, démographique et économique. Celle d'une croissance inexorable des tranches d'âge en question, de surcroît dans un contexte de mondialisation incontournable.

2. Un groupe d'âge en expansion

D'ores et déjà, l'amorce de la deuxième phase de transition est perceptible à travers le rétrécissement de la base de la pyramide des âges (fig. 1), compte tenu de la baisse des naissances à partir de 1986.

En conséquence, l'évolution s'accompagne par le renforcement des groupes d'âge composant le corps de la pyramide, précisément **la population juvénile**. En effet, en ne considérant que les 15-19 ans et

20- 24 ans (tableau I), leur part n' a cessé de s'accroître d'un recensement à l' autre bien que les 15- 19 ans entament une légère baisse.

C'est ainsi qu'à eux seuls, ces deux groupes d'âge confondus totalisent 7,375 M h en 2003 contre 1,845 M h en 1966, soit un accroissement de 5, 530 M h, soit un taux de **299** contre **140** pour la population totale. Du reste, cette population des 15-24 ans est passée de **15,6 %** en 1966 à **22,96 %** en 2003 dont les 15-19 ans respectivement de **9,15** à **11,95 %** alors que pour celle des 20-24 ans on relève respectivement **6,45** et **11,01%**, soulignant ainsi une différence. De plus, il y a lieu de tenir compte des 25-29 ans car ils représentent désormais le **15** à **11,95 %**, et celle des 20-24, de **6,45** et **11,01%**, soulignant ainsi le maximum des différentes tranches d'âge.

Evolution des jeunes (15-24 ans), (en millions d'habitants)

de 1966 à 1987

âge	1966		1977		1987	
	habitants	%	habitants	%	habitants	%
15-19	1,082	9,15	1,758	10,2	2,525	10
20-24	763	6,45	1,478	8,6	2,244	9,7
total	1,845	15,60	3,236	19,8	4,769	19,8

de 1998 à 2003

âge	1998		2003	
	Habitants	%	Habitants	%
15-19	3,499	12,02	3,839	11,95
20-24	2,914	10,01	3,536	11,01
total	6,413	22,03	7,375	22,96

Source : Recensement général de la population et de l'habitat, ONS, Alger

En tout état de cause, cette population juvénile est, sans conteste, **la plus vulnérable**.

3. Un groupe d'âge vulnérable et de plus en plus désœuvré

Plus que jamais, le redoutable phénomène affectant en permanence la vie socio- économique des habitants est bien le chômage, de surcroît **un chômage endémique** frappant massivement les jeunes. D'autant qu'il se poursuit désormais dans un espace national devenu zone de transit de

la drogue dès le seuil des années 1990, voire de consommation croissante récemment¹.

Assurément, le chômage sévit massivement parmi **la population juvénile**. C'est ainsi que 72 % sont âgés de moins de 30 ans dont pratiquement la moitié (48%) ont moins de 25 ans (Rapport National CIPD + 10, 2003 : 29). Des données qui ne peuvent surprendre l'observateur le moins averti. En effet, multiples sont les différents aspects et manifestations quotidiennes à travers villes et campagnes regorgeant de désœuvrés à longueur de journée et durant toute l'année. Très nombreuses sont les données et expressions qui rendent compte de l'ampleur du phénomène. D'autant, qu'en le datant, l'on en cerne concrètement **la genèse** dans son véritable contexte et, non seulement démographique et d'abord mais aussi de plus en plus économique.

En effet, c'est bien au milieu des années 1980, soit précisément à la suite de l'émergence sociale de la jeunesse que le phénomène s'est imposé comme le précise une publication de l'ONS (Emploi, 1990,9) en qualifiant les taux de chômage des actifs de moins de 30 ans « des plus dramatiques ». Du reste, la répartition par tranche d'âge est plus expressive : **63,5 %** pour les 16 – 19 ans, **45,5 %** pour les 20-24 ans et **17,3%** pour les 25-29 ans contre **10,6 %** pour les 30-34 ans. De plus en plus **massivement** compte tenu des effets liés à la deuxième phase de transition, les cohortes composant les 20-24 et 25- 29 ans ne cessant de se renforcer.

Quant au détail suivant et émanant de la même source, il revêt une tout autre signification en laissant entrevoir l'inévitable, soit l'aggravation inexorable de la situation d'ensemble si des mesures adéquates ne sont pas prises à temps. Dès cette date (1990), c'est le système de formation – enseignement qui est ciblé. En fait, c'est à partir de **1985 que les jeunes recrues des centres de formation ainsi que les jeunes diplômés** se heurtent pour la première fois au chômage et doivent transiter provisoirement et temporairement par «de petits emplois ». De plus, ils sont prêts à accepter « n'importe quoi » et sont de plus en plus nombreux.

¹ Désormais, la toxicomanie alimente régulièrement la presse nationale tant par les quantités croissantes de drogues saisies par les services de sécurité et se chiffrant par des quintaux, voire des tonnes, que par l'expansion de la consommation particulièrement en milieu étudiant. Tel est l'aperçu fourni par une enquête poursuivie récemment dans les cités universitaires d'Alger. On y relève 13 % de toxicomanes parmi les étudiantes. Parmi ces dernières 22 % en consomment quotidiennement. Pour un tiers des toxicomanes, la consommation se fait le soir et en groupe. Quant à la drogue consommée, on distingue 68 % de cannabis et de *hachich*. La part des psychotropes est de 17 %. (El Watan, 26 / 07 / 04, p 6).

Quoiqu'il en soit, à ce tournant de 1985, ces données n'ont pas moins interpellé l'observateur averti en raison de leur contradiction flagrante avec le discours politique d'alors, le discours attribuant le malaise socio-économique aux seules retombées du contre - choc pétrolier de 1986. Sans conteste, celles-ci sont nécessairement quelque peu décalées alors que les causes réelles à l'origine de la chute drastique des créations d'emploi observée durant cette même année en sont forcément étrangères. En tout état de cause de lourdes conséquences à court et long termes.

En définitive, c'est la remise en cause manifeste de l'objectif poursuivi durant la décennie 1970, soit **l'adéquation formation –emploi**. De plus en plus puisque dès 1990 on dénombre 74 000 chômeurs ayant le niveau bac ou un diplôme du supérieur (A. Benachenhou, 1993, 33), alors que les déperditions scolaires se soldent chaque année par l'exclusion d'environ 500 000 élèves. Désormais, le système enseignement – formation n'est plus en mesure d'assurer l'insertion des jeunes. En raison seulement de la croissance soutenue des flux ? N'est-ce pas au contraire dès **les débuts des années 1980** à la suite de l'abandon brusque de la politique d'industrialisation même ?

« Dès 1980, les premiers cadres algériens de l'industrie pharmaceutique formée dans les universités étrangères, sont marginalisés puis écartés au sein de l'ex – Pharmacie Centrale Algérienne pour finalement rejoindre les CHU et l'Université ou ouvrir des officines. Aujourd'hui, certains d'entre eux nous rappellent avec amertume et une colère difficilement contenue le discours et la pratique du Ministre de la Santé de l'époque qui avait tout fait pour les décourager. » On peut se passer de vos services. » El Watan, 17 / 07 / 1996, p 1 et 7² .

En fait, cette branche ne constitue pas un cas isolé. Rapidement, à la fin des années 1970, le secteur secondaire à été décrié et son expansion freinée délibérément non sans de graves retombées sur l'économie nationale par suite d'une dépendance de plus en plus étroite d'une mono-exportation, celle des hydrocarbures dépendant elle-même des fluctuations des cours mondiaux du brut. Aussi l'étroitesse du marché de l'emploi contraint-elle les jeunes au **désœuvrement comme à l'exil**, au chômage comme au travail au noir « un mal nécessaire », « un travail qui fait vivre la population », relève-t-on au sein des milieux officiels alors que le phénomène en soi, représente :

² Précédé par de nombreux articles portant sur la gestion du ministère en question, le titre de l'enquête est très significatif : « Pouvoirs publics et production du médicament, quinze années d'obstacles bureaucratiques ».

« (..) un ensemble de pratiques que l'Etat ne voit pas ou ne veut pas voir, c'est à dire l'ensemble des actes que ne mesure pas l'Etat ou dont il ne force pas la mesure pour en livrer un tableau statistique » Henni (191 : 10).

Quoiqu'il en soit, significatives sont les valeurs exprimant ce phénomène devenu désormais partie intégrante de la vie socio-économique. C'est ainsi qu'en 2003, il représente **17,2 %** de l'emploi total contre **15 %** en 1995 et **13,5 %** en 1992. Bien plus, le taux s'élève à **21,9%** de l'emploi hors agriculture (CNES, 2004). Ce sont 1,249 M de personnes qui sont ainsi concernées. En fait, cette évaluation est loin d'appréhender la réalité du terrain. En effet, notre approche remonte au milieu de la décennie écoulée et évaluait une fourchette de 1 à 1,5 million le nombre d'employés intéressés par l'emploi lucratif des enfants (Sari, 1996 :102) dont une bonne partie concerne nécessairement la population des jeunes. Incontestablement, toute évaluation s'avère difficile d'autant qu'il s'agit d'emplois disséminés à travers des locaux peu accessibles et l'activité en soi est plus ou moins saisonnière avec des effectifs sont continuellement renouvelés, voire rajeunis par de nouvelles recrues exclusions et abandons se poursuivant au profit d'utilisateurs échappant généralement au fisc et à tout autre contrôle légal...

Dans de telles conditions, la donnée suivante ne peut surprendre outre mesure. C'est bien celle relative à la disproportion de croissance observable entre les deux secteurs d'activité, celle du secteur informel qui accuse **8 %**, soit **deux fois plus que l'emploi structuré**. Une évolution fort inquiétante, dangereuse même à la longue. En se poursuivant directement au détriment de l'économie nationale et en cessant de marginaliser les jeunes non sans de graves retombées sur la vie socio-économique et culturelle...

II. Des émeutes *crescendo* à des révoltes symptomatiques croissantes

Que la jeunesse s'agite et se manifeste comme partout ailleurs, cela ne saurait surprendre outre mesure d'autant que son poids démographique en Algérie tend à se renforcer. Mais ici et plus qu'ailleurs, particulièrement par rapport aux pays limitrophes et assez proches, les révoltes juvéniles croissantes ne cessent de revêtir des formes et des expressions diverses, révélatrices de graves défaillances quant à l'exercice réel des droits tant civiques que politiques.

1. Des formes, expressions et cadences des plus inquiétantes

Bien lointaines sont ces émeutes *crescendo* des années 1980 (Kacentini T : 1986) car circonscrites essentiellement à des éléments contestataires appartenant à la jeunesse estudiantine mais qui n'ont pas été pour autant au rendez-vous d'un tournant politique bien déterminé, soit **l'émeute populaire d'octobre 1988** ayant sonné le glas du parti unique....

Plus que jamais, au terme d'une décennie d'horreur et de terreur, les révoltes récentes et en cours diffèrent aussi bien par leurs formes et expression que par les acteurs et mobiles ... C'est ainsi qu'elles ont éclaté et se poursuivent un peu partout à travers nombre de localités et hameaux anonymes, villes et métropoles (encadré 1) disséminés aussi Steppiques sahariennes.

1. La route de la Grande Plage est restée bloquée par des citoyens

La route menant à la Grande Plage dans la commune de Aïn Zouit, dans la wilaya de Skikda, est demeurée fermée hier à la circulation pour la seconde journée consécutive. Les habitants du hameau de Oueds Chadi, perchés sur les hauteurs de Stora, ont décidé de maintenir la pression pour faire aboutir leurs revendications portant sur la réalisation de la promesse qui leur a été faite il y plus d'une année, par les autorités locales, de l'octroi d'un programme de 200 logements ruraux pour améliorer leurs conditions de vie. Oued Chadi est un genre de bidonville composé de gourbis où vivent environ 800 habitants, un vestige datant de l'époque coloniale. Le Quotidien d'Oran, 18 / 07 / 04, p 5..

En effet, rapidement, les révoltes n'ont pas épargné ces dernières, à l'instar d'In Salah, Adrar, Illizi... Particulièrement violentes ont été celles qui ont eu pour théâtre Ouargla, le chef-lieu de la wilaya dont dépend le mythique gisement de Hassi Messaoud. C'est aussi l'un des principaux bassins d'emploi continuant d'attirer des effectifs venant de diverses régions du territoire national, voire de l'extérieur.

Par ailleurs, contrairement aux émeutes de la décennie 1980, les révoltes sont poursuivies par des **jeunes d'extraction sociale diverse**. Outre la masse des désœuvrés, des laissés-pour-compte, on y distingue des diplômés de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur, tous profils et disciplines confondus. Bien plus, ce sont des révoltes *crescendo* tendant à entraîner dans leurs sillages des adultes relevant de catégories socio – professionnelles diverses, tous déterminés

ainsi à réagir dans des circonstances données. Il en est ainsi récemment à travers les deux métropoles régionales, Oran et Constantine, alors que la capitale a été elle aussi le théâtre de violentes manifestations à proximité des hauteurs de Bab El Oued à propos de la distribution imminente de logements sociaux, phénomène observable un peu partout et aussitôt les listes des bénéficiaires affichées.

En définitive, ce sont tous des laissés-pour-compte, aux prises avec l'adversité quotidienne, sans cesse aggravée par un chômage endémique, la mal vie et la *hogra*, un néologisme emprunté au lexique populaire par la masse des révoltés, jeunes et moins jeunes, arabophones et amazighophones confondus, et sans cesse scandé pour dénoncer des abus multiformes mettant en cause aussi bien les différents services techniques que les élus à différents niveaux.

2. La mal gouvernance

Très instructives sur les divers plans sont ces révoltes ne s'identifiant plus désormais au profil des émeutiers des années 1980³. D'autant que les revendications ne se limitent pas à la satisfaction de besoins d'ordre exclusivement matériel.

Du reste, l'éclatement des révoltes dès l'affichage des listes relatives aux bénéficiaires de logements sociaux constitue un d'indice sûr, sur la détérioration des rapports population – responsables, administrés – administratifs et citoyens- élus. Dans ce cas précis comme dans d'autres, la dénonciation vise les agissements **des responsables, administratifs et élus**, au demeurant des agissements de plus en plus médiatisés mais sans effet sur leurs carrières y compris dans le cas de retrait de confiance par leurs pairs, voire de sanctions prises par la hiérarchie ...

Quoiqu'il en soit, nombreux sont les points de friction et de conflits poussant ainsi les jeunes à réagir en s'attaquant directement aux établissements publics. De plus en plus violemment en posant les problèmes **crûment** ! Des jeunes mais aussi des adultes qui, après avoir puisés vainement tous les recours possibles, se révoltent à leur tour (encadré 2).

Plus que jamais, pour les uns et les autres, le message ainsi délivré est clair. Plus que jamais, il ne laisse planer aucun doute quant aux origines,

³ «Le trait qui a été le plus fréquemment souligné à propos de Tunis en 1978 (et) de Casablanca en 1981 (...) Oran en 1982 est l'âge des manifestants et des émeutiers... Le fait est réel mais simplifié, et l'image stéréotypée a valeur de fait d'opinion, car elle pose le problème des générations dans le Maghreb contemporain sans que la notion soit clairement précisée». (C Liauzu (1985 : 113).

motivations et objectifs des révoltes *crescendo*. Plus que jamais, les revendications sont explicites. D'autant que les problèmes vécus et endurés depuis des années, de surcroît contenus stoïquement durant toute la décennie écoulée, celles des années des larmes et de sang, ne laissent entrevoir aucune solution adéquate à court et à long terme.

Très illustratif à plus d'un titre est le cas de la commune suivante mais aisément déchiffrable, à quelques nuances près, à travers nombre de circonscriptions administratives. Il s'agit de la commune de Selmana (encadré 2) située dans la wilaya de Djelfa, une des wilayas des plus attardées, compte tenu des minimums de ses indicateurs socio-économiques et culturels, exprimant tous des minimums, alors que le chef - lieu de la wilaya est distant de 300 km seulement de la capitale.

2. L'impuissance ou l'absence de l'Etat (a)

Eleveur important dans la région, sa fortune a fait de lui un homme incontournable, dont l'arrogance est connu à travers la wilaya. Une quarantaine de citoyens représentant une dizaine de localités de la commune de Selmana se sont déplacés au niveau du siège de la wilaya (Djelfa) afin d'interpeller pour la énième fois les autorités compétentes sur la situation qualifiée de grave par la plus grande partie de la population. Manifestation de colère, sit-in, fermeture du siège de l'APC par les citoyens, dépassements, des dizaines de plaintes auprès des autorités locales et de la justice, des commissions d'enquête ont fait couler beaucoup d'encre de la part de la presse locale dont certains correspondants locaux ont été condamnés à de lourdes peines pour diffamation. Depuis cinq années que le bras de fer population / APC perdure, aucune amélioration de la situation n'a été signalée. Bien au contraire, excédés, les citoyens qui demandent le départ du président à la tête de l'assemblée depuis dix sept ans, multiplient les revendications et comptent aller jusqu'au bout de leur peine.

El Watan, 5 / 08 / 04, p 5.

(a) au titre parue à la première page se termine comme suit « n'a fait que compliquer la situation »

En conséquence, ne se limitant nullement à un cas isolé, du reste, largement médiatisé depuis de nombreux mois, pareille situation exprime clairement de graves déficits quant à la réalité et l'exercice effectif **des droits civiques**. En définitive, c'est bien la **gouvernance** qui est en jeu après tant de souffrances, résistance et sacrifices.

Conclusion

Ainsi par le profil des acteurs et les causes profondes à l'origine directe d'une quotidienneté faite de frustrations et d'abus divers, et en définitive de mal vie déshumanisante, les révoltes juvéniles récentes et en cours ne cessent d'interpeller directement les pouvoirs publics à tous les niveaux. D'autant que les messages ainsi délivrés tendent à se généraliser sans donner suite à des réponses satisfaisantes ni dans l'immédiat ni à moyen terme.

Plus que jamais au terme d'une décennie tant affectée par des déchirures sociales encore indélébiles, tout doit être mis en oeuvre pour répondre dans les meilleurs délais possibles à des revendications, somme toutes légitimes et urgentes. N'en va-t-il pas ainsi des fondements de la *respublica*? Comment pouvoir promouvoir les droits civiques sans la garantie et l'exercice réel des droits humains avant tout? Autant de préalables et de conditions pour favoriser toute réconciliation des jeunes d'abord et avant tout avec leur histoire et culture, l'une et l'autre gravement malmenées aussi bien à l'école qu'à la mosquée par l'inculcation d'une idéologie antinationale à l'oeuvre depuis le milieu des années 1970 (M Lacheraf, 1998 : 326) et plus que jamais dans un contexte de résurgence des chocs des civilisations.

Références bibliographiques

Statistiques

Sauf indication contraire, toutes les données émanent de l'ONS (Office national des Statistiques) : notamment :

- Rétrospective statistique, 1970- 1996, Alger, 199, p 147.
- Démographie algérienne, 2003, no 398.

Publications

Aouragh, H., *L'économie algérienne à l'épreuve de la démographie*, Paris, CEPED, 1996, p. 337.

Bénachenhou, A., *Inflation et chômage en Algérie*, *Monde arabe*, Paris, *Maghreb Machrek*, 139, janv. Mars 1993, pp. 28-41.

Chergui, K., *Novembre 1986 : la révolte des jeunes à Constantine*, *Hérodote*, Paris, mars -juin 1987, pp. 45-61.

Henni, A., *Essai sur l'économie parallèle, cas de l'Algérie*, Paris, ENAG, 1991, 159 p.

Kacentini, T., *Luttes estudiantines à Constantine*, *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris, CNRS, 1986, pp. 581- 596.

Lachreraf, M., *Des noms et des lieux, Mémoire d'une Algérie oubliée*, Alger, éd. Casbah, 1998, p. 335.

Liauzu, C., *Les mouvements urbains. Essai de lecture historique, Maghreb en crise, pouvoir et mouvements sociaux*, Paris, L'Harmattan, 1985.

Meddah, A., *Nous sommes tous des citoyens*, Oran, Le Quotidien d'Oran, 1 et 2 août 2004.

Rapport National CIPD + 10 (2003) : Population et développement en Algérie, Alger, Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière, p. 100.

Rarrbo, K., *L'Algérie et sa jeunesse*, Paris, l'Harmattan, 1995, 277 p.

Sari, Dj., *Le poids de la démographie dans la tourmente algérienne*, Paris, CEPED, 1996, Rapport de Recherche, n° I, p 26, multig.

Sari, Dj., « La recrudescence de l'emploi des enfants en Algérie », in *L'enfant exploité, oppression, mise au travail, prolétarianisation*, Paris, Karthala – Orstom, 1996, pp. 107-108.